



GODWISNER AUDIT

RAPPORT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

ÉGLISE ESPRIT ET VIE

1 Rue René Cassin 26120 Montélier

Comptes clos au 30 juin 2025

GODWISNER AUDIT
10 Place du Général de Gaulle
60200 Compiègne
CRCC Hauts-de-France

ASSOCIATION EGLISE ESPRIT ET VIE

1 Rue René Cassin

26120 Montélier

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Clos au 30 juin 2025

Au Président de l'association

A l'Assemblée générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale extraordinaire du 12 janvier 2025 dans le cadre des dispositions de l'article L823-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit légal des comptes annuels de l'exercice clos au 30 juin 2025 de l'association EGLISE ESPRIT ET VIE, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« *Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L-823-9 et R-823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formulation de notre opinion décrite ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les dons reçus, dont le montant figurant au compte de résultat au 30 juin 2025, s'établissent à 115 117 euros, sont évalués sur la base des montants reçus et rattachés à l'exercice au cours duquel ils ont été perçus.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport moral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D-441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables Français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumuler, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L-823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable et de la continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

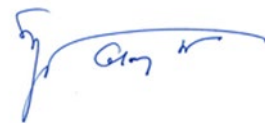
Fait à Compiègne,

le 08 septembre 2025

Marie-Syntyche GANDONOU

Commissaire aux comptes

Cabinet GODWISNER AUDIT



COMPTES ANNUELS

en euros

EGLISE ESPRIT ET VIE

Exercice du 01/01/2025 au 30/06/2025

Bilan au 30/06/2025

1 RUE RENE CASSIN
26120 MONTELIER

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
ANNEXE	
Description de l'entité	7
Règles et méthodes comptables	8
Variation des fonds propres	10
Etat des immobilisations	11
Etat des amortissements	12
Etat des créances et dettes	13
Charges à payer et produits à recevoir	14
Honoraires des commissaires aux comptes	15

Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 30/06/2025			Au 31/12/2024
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	11 019	4 831	6 188	6 226
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	251 224		251 224	159 100
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 800		3 800	
TOTAL I	266 043	4 831	261 212	165 326
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	140		140	1 459
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	17 012		17 012	26 658
Charges constatées d'avance				
TOTAL III	17 152		17 152	28 117
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	283 195	4 831	278 364	193 443

Bilan Passif

Bilan Passif	30/06/2025	31/12/2024
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	15 658	15 658
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	167 825	33 528
Excédent ou déficit de l'exercice	87 143	134 298
Situation nette	270 627	183 484
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	270 627	183 484
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 673	9 959
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	7 737	9 959
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	278 364	193 443

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	30/06/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	112 617	172 791
Mécénats	2 500	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	14 961	6 901
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 690	
TOTAL I	131 767	179 692
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	43 442	43 636
Aides financières		1 000
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 183	1 751
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		363
TOTAL II	44 624	46 749
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	87 143	132 943
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		1 354
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		1 354
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 354
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	87 143	134 298

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	30/06/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices	VII VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	131 767	181 047
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	44 624	46 749
EXCÉDENT OU DÉFICIT	87 143	134 298

Contributions volontaires en nature Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

Description de l'entité

Identité de l'Association :

L'Association dénommée EGLISE ESPRIT ET VIE a été fondée le 10 avril 2016.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 1 rue René Cassin - 26120 MONTELIER.

Elle est déclarée en préfecture de la Drôme sous le numéro RNA W2612002281.

Objet social :

L'Association a pour objet "d'assurer l'exercice public du culte protestant, d'enseigner le message et la pratique de l'Évangile de Jésus-Christ au travers de diverses activités (rencontres, témoignage et accueil selon l'Évangile) ouvertes à toute personne intéressée sans considération d'âge ou d'origine, et de pourvoir aux frais et besoins du culte".

Nature et périmètre des activités :

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités culturelles.

La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association s'étend à la France entière.

L'Association gère un seul lieu de culte, au lieu du siège social.

Moyens mis en œuvre :

L'Association est locataire du lieu nécessaire à l'exercice du culte.

L'Association ne compte parmi ses effectifs aucune personne rémunérée.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des tâches est assuré par des bénévoles.

Obtention de la reconnaissance de qualité culturelle :

L'entité a obtenu en décembre 2023 la reconnaissance de la qualité culturelle par la préfecture de la Drôme.

Cette attestation est valable jusqu'au 12 avril 2028.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/06/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 278 364 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 87 143 Euros.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 30/06/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des mentions au § "Faits caractéristiques",
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Changement de méthode comptable :

L'association a décidé d'un exercice comptable qui est désormais clos le 30/06/N. Par conséquent et à titre exceptionnel, l'exercice 2025 ne comporte que 6 mois, du 1er janvier au 30 juin 2025.

Nouveau lieu de culte :

En vue de l'établissement dans un nouveau lieu de culte, à compter de février 2025 l'association a pris à bail un bien immobilier situé sur le lot 1 du bâtiment A sur la parcelle ZB132, 125 allée du Verdon, 26300 Bourg de Péage, pour une surface totale au sol de 905 m2 environ, ainsi que le parking attenant à partager avec les autres occupants du bâtiment.

Le bail est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel de 3800€ TTC auquel s'ajoute mensuellement 200 € TTC de provision pour charges.

Le bail est consenti et accepté pour une durée de neuf années entières et consécutives commençant à courir le 7 février 2025 pour se terminer le 7 février 2034.

Il a été convenu entre les parties que le montant du loyer est adapté à l'état actuel du local. Lors de la finalisation des travaux de mise aux normes ERP, un avenant sera envisagé pour réviser le montant du loyer.

Sur les comptes clos le 30/06/2025, la charge de ces loyers représente 19 K€, et viens en sus des loyers déjà supportés pour le local actuellement en service.

Les dirigeants de l'association prévoient une entrée en service dans le nouveau local pour le 4^e trimestre 2025.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Immobilisations financières

Parts détenues sur la SCI ESPRIT ET VIE :

L'association ESPRIT ET VIE est détentrice 1 000 parts sur un total de 1 500 parts de la SCI ESPRIT ET VIE , représentant une participation de 10 000 €. Cette SCI a été constituée dans le cadre de l'acquisition de locaux en 2024.

En outre, l'association détient une créance sur titres de participation d'un montant de 241 224 €.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : néant.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité n'a souscrit aucun emprunt.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de son activité ; cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et constitue une offrande.

La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des ministres du culte et des salariés dont les rémunérations sont enregistrées dans les comptes de l'association, tous les autres services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

En tant qu'association culturelle reconnue par la préfecture elle est habilitée à bénéficier des avantages fiscaux qui en résultent, et notamment (de façon non exhaustive) :

- la capacité de recevoir des legs et donations exonérés de droits de mutation ;
- la capacité de délivrer des reçus fiscaux aux donateurs ;
- la capacité à bénéficier d'immeubles de rapport reçus à titre gratuit.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Les fonctions de dirigeants sont exercées de façon bénévole, aucun d'entre eux n'est rémunéré.

Variation des fonds propres
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	15 658				15 658
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	33 528	134 298			167 825
Excédent ou déficit de l'exercice	134 298	-134 298	87 143		87 143
Situation nette	183 484		87 143		270 627
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	183 484		87 143		270 627

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	4 165		
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	5 711		1 144
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	9 875		1 144
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	159 100		112 500 3 800
TOTAL	159 100		116 300
TOTAL GÉNÉRAL	168 975		117 444

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers			4 165	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			6 855	
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			11 019	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières		20 376	251 224 3 800	
TOTAL		20 376	255 024	
TOTAL GÉNÉRAL		20 376	266 043	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				1 475	297		1 773
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				2 173	885		3 059
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				3 649	1 182		4 831
TOTAL GÉNÉRAL				3 649	1 182		4 831

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	241 224		241 224
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 800		3 800
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	140	140	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	245 164	140	245 024

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 673	7 673		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autre organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	64	64		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	7 737	7 737		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/06/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 920	6 876
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 920	6 876

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/06/2025	31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		

Honoraire des commissaires aux comptes

Type d'honoraire	Montant
Contrôle légal des comptes	1 700
Conseils et prestations de services	
TOTAL	1 700

Commentaires : néant